LE REGIME DOUANIER ITALIEN

Lorsque la guerre aura pris fin, y aura-t-il lieu, pour l'Italie, d'apporter des modifications à son régime douanier? C'est la question qu'a envisagée le professeur Ghino Valenti, de l'Université de Sienne, dans le discours d'ouverture de son cours. L'orateur se donnait pour objet de parler de: "La guerre et l'Economie nationale italienne".

Abordant la question du futur régime douanier, il a dit:

"Tout le monde se demande quel sera le régime douanier de l'Italie après la guerre. Sera-t-il libre-échangiste ou protectionniste? Or, la seule réponse à cette question, au moins pour le moment, c'est que l'Italie aura à adopter le régime douanier qui répond le mieux aux intérêts de l'économie nationale compris avec équité, en excluant toute mesure qui favorise certains intérêts particuliers au détriment de l'intérêt général."

L'orateur laisse deviner, toutefois, ses sympathies pour le libre-échange, lorsqu'il dit:

"La protection étant en soi une mesure exceptionnelle, doit être examinée cas par cas et ne se justifie que par des raisons d'utilité générale. Il est admissible qu'on impose un sacrifice au consommateur, qu'on le force temporairement à payer certaines marchandises plus cher ou à se contenter d'une qualité inférieure, à condition que ces sacrifices soient compensés par une augmentation de la richesse nationale, qui, à la fin du compte, améliorerait la situation de ce même consommateur.'

Il est impossible, estime M. Valenti, de dire plus en ce moment concernant le régime douanier italien après la guerre. Il y a d'ailleurs, pour se tenir sur la réserve, une raison fort simple:

"L'Italie est maîtresse de son propre régime douanier, mais non de ceux des autres pays. Or, nous ne pouvons pas prévoir aujourd'hui quels sont les intentions et les besoins des autres pays en matières douanières après la guerre. Cela dépendra des résultats de cette guerre. L'Italie doit être disposée à accepter des ententes avec les autres pays sur une base de réciprocité, mais elle doit être aussi décidée et préparée à se défendre contre toute atteinte à ses intérêts. L'économie nationale italienne doit pouvoir se mouvoir librement."

En politique, comme en économie, a conclu l'orateur nous voulons bien être des associés, des alliés, mais jamais des esclaves.

